

## Jean-Michel Blanquer, hyper-recteur, Elise Vincent, Le Monde 22.10.2009

À la tête de l'académie de Créteil, il multiplie les initiatives et les expérimentations. La dernière en date, la constitution d'une cagnotte pour inciter les élèves à l'assiduité, a provoqué une vive polémique.

[http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/10/22/jean-michel-blanquer-hyper-recteur\\_1257413\\_3224.html](http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/10/22/jean-michel-blanquer-hyper-recteur_1257413_3224.html)

Cela lui vient surtout le soir, après le dîner. Quand il part marcher, le long des bords de Marne, pour s'aérer. Ça peut s'appeler "projet", "expérimentation", ce sont en tout cas des idées, plein d'idées. Dans sa voiture, ça remplit une caisse entière de prospectus. Dans son bureau, au 9<sup>e</sup> étage du rectorat de Créteil, ça lui envahit tout un buffet, classé par piles.

Jean-Michel Blanquer est recteur et n'a toutefois pas l'allure d'un Géo Trouvetou. Costume-cravate austère, il a des airs appliqués de passe-muraille. Bien élevé, son maintien est un brin serré, son élocution légèrement pressée. Mais depuis deux ans et demi qu'il est à la tête de l'académie de Créteil, son travail se résume à deux maîtres mots : innovation et expérimentation. La dernière en date n'est pas une idée à lui - elle est de Martin Hirsch, Haut commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté et haut commissaire à la Jeunesse - et, après des mois d'éloges, elle lui a valu tous les torts : l'essai dans trois lycées professionnels de son académie d'une "cagnotte" pour lutter contre l'absentéisme scolaire. Un projet qui vise à troquer présence en classe contre voyage ou cours de conduite. Il s'agace encore : "C'était faux de laisser entendre que les élèves sont payés!"

Deux ans et demi qu'il est recteur et les projets mis en oeuvre sont, de toute façon, déjà aussi nombreux qu'une liste de courses ménagères : création d'un "micro-lycée" pour les élèves en décrochage scolaire, ouverture d'un "internat d'excellence" dans une ancienne caserne, SMS pour prévenir les parents de l'absence de leurs enfants, prime au logement pour les nouveaux professeurs titulaires, incitation à la mobilité internationale pour les élèves de lycées professionnels...

Sauf que Jean-Michel Blanquer est recteur et que, d'ordinaire, ça ne se fait pas. Du moins pas comme ça, pas aussi vite, encore moins à son âge : à 44 ans, il a été un temps le plus jeune recteur de France. Surtout à Créteil, la plus vaste, la plus dure des académies. Où banlieues et zones rurales se juxtaposent sur trois départements : Seine-et-Marne, Val-de-Marne et Seine-Saint-Denis. Où l'absentéisme des élèves et le turnover des enseignants, à peine sortis de l'école, est le plus fort.

Pas question, malgré tout, de camper dans son bureau sans âme. Sa marotte : "C'est sur le terrain que viennent les idées." Pour lui, la fonction de recteur doit être "incarnée". Tant pis pour les traditions. Pour ça, il a copié les méthodes du monde politique qu'il admire. Son académie est un peu sa circonscription à lui. Quand une première classe a été fermée pour cause de grippe A, il s'est immédiatement rendu sur place. Il était déjà là, en mars, quand des violences entre bandes ont eu lieu dans un lycée de Gagny. "Si je n'y vais pas, je ne peux pas comprendre !"

Et ce n'est pas feint. Au grand dam de ses détracteurs, Jean-Michel Blanquer est un passionné. Ses pratiques, il les a toujours eues. Déjà, en Guyane, où il fut en poste de 2004 à 2006, il a innové comme rarement avant lui, en luttant contre la déscolarisation. Il tenait aussi à serrer les mains de tous les chefs d'établissement, même au bout du fleuve Maroni. Au point de risquer d'y laisser la vie, un jour, quand sa pirogue s'est renversée, sur un ressaut.

Diplômé de philosophie, agrégé de droit et passionné d'Amérique latine, il a - de 1998 à 2004 - dirigé l'Institut des hautes études d'Amérique latine (IHEAL), et c'était la même chose. À son arrivée, ce centre de recherche vivotait. Tout en enseignant à l'université Paris-III, il l'a dépeussière, élargissant son champ d'enquête. Il est devenu l'interlocuteur universitaire précieux du Quai d'Orsay, en particulier lors des tractations autour de la libération d'Ingrid Betancourt. Aujourd'hui, ce centre fait partie de l'un des plus importants pôles de recherche en Europe sur le continent américain : l'Institut des Amériques, qu'il préside.

L'activisme de Jean-Michel Blanquer est regretté, en Guyane. Jamais il n'y avait eu un tel consensus entre un recteur et les syndicats. Mais à Créteil, ses méthodes clivent. Il y a les fans et les anti. "On n'est pas des cobayes !", lui ont fait valoir, le 15 octobre, dans une lettre ouverte, plusieurs organisations de gauche, dont le SNES-FSU, la FCPE et l'Union nationale lycéenne (UNL), qui réclament avant tout l'arrêt des suppressions de postes.

À l'inverse, de nombreux chefs d'établissements sensibles et d'autres syndicats moins radicaux louent son "écoute" et sa "réactivité", peu courantes chez un recteur. Pragmatique, sans tabou, Jean-Michel Blanquer sait jouer de l'influence quand il le faut. Toutes ses expérimentations sont consciencieusement évaluées par l'École d'économie de Paris.

Difficile de savoir d'où lui vient son effervescence. Fils d'une enseignante d'anglais et d'un avocat parisien, il a grandi bourgeoisement dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris, scolarisé à Stanislas, un établissement privé catholique. Depuis qu'il est étudiant, il a toujours mené dix chevaux à la fois, écrit en parallèle des livres spécialisés sur la "décentralisation en Colombie" ou un opuscule philosophique intitulé *Changer d'ère* (éd. Descartes, 1996), par exemple. Aujourd'hui, il a trois enfants, dort six heures par nuit et travaille encore à une biographie de deux pontes du droit public.

Ses méthodes plaisent, quoi qu'il en soit, à ses ministres, dont il applique les réformes avec zèle. Tellement, qu'il est régulièrement accusé d'en être le "porte-flingue". Lui assume son statut de "fonctionnaire d'Etat". Le défend même : "Je suis très républicain (...) et, dans un pays endetté, les suppressions de postes ne sont certes pas idéales, mais il y a toujours des marges de manoeuvre." Pour Luc Chatel, son ministre de tutelle, il incarne de fait le "recteur des temps modernes".

Depuis plusieurs années, M. Blanquer est repéré, dans les cercles concernés. En 2005, François Baroin, son "presque frère" - ils se connaissent depuis leur classe de neige de CM2 -, était pressenti à l'éducation nationale dans le gouvernement de Dominique de Villepin. Le député de l'Aube avait alors avancé son nom comme directeur de cabinet. M. Baroin nommé finalement à l'outre-mer, c'est Gilles de Robien qui l'a récupéré. "C'est le nouveau Richard Descoings !", persiste aujourd'hui M. Baroin, en référence au directeur de Sciences Po, à l'origine des premières initiatives de discrimination positive dans l'éducation nationale.

L'académie de Créteil, M. Blanquer l'a réclamée à l'issue de son expérience ministérielle. Il a fait beaucoup depuis, mais il lui reste à combattre des doutes vivaces. Sur la "pérennité" de ses actions, notamment. En Guyane, il n'est resté que deux ans. Sur sa "communication effrénée" qui agace aussi, et les retours de bâton inattendus auxquels cela expose. Localement, loin du "buzz" politique et médiatique, parfois même auprès de syndiqués, l'initiative de la cagnotte n'est pas si décriée que ça...